

N° 754

11 janv. 2017
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

Jusqu'à plus soif !

Cette année 2017, est la bien nommée, année de la SOIF. Loin des agapes de fin d'année, elle nous invite à une soif de justice, de solidarité, de progrès et de paix. Luttons contre des poncifs habilement distillés par quelques politiques peu scrupuleux et relayés par d'autres médias très éloignés de leur déontologie mais assurément aux ordres de leur propriétaire. Aujourd'hui être bénéficiaire du RSA ne constitue pas un cocon douillet mais est le résultat de choix politiques animés par une overdose de profits financiers. Aujourd'hui être migrant ne participe pas d'un choix personnel car personne ne demande à quitter son pays à moins d'en être chassé par la répression ou par la guerre. Aujourd'hui être une femme, c'est continuer à avoir, en moyenne, un salaire amputé de 21%. Aujourd'hui les cotisations pour les retraites, l'assurance maladie, les indemnités de chômage... ne sont pas des « charges » mais bien cette partie de notre salaire, socialisée, que les entreprises doivent continuer à verser. Pour la CGT, il n'y a rien de moderne à poursuivre des logiques économiques de casino, d'autres choix que ceux de la rentabilité financière, du business et du court terme doivent prévaloir, cela s'appelle la solidarité et le progrès social !

Cette année va être riche en élections où l'avenir du salariat, des retraites, des prestations sociales, des rémunérations et des conditions de travail seront en jeu, il nous faudra faire le bon choix !

L'Union Fédérale des Cadres de la FAPT vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, une très bonne année 2017 !



FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Branche Poste

Plus de salaire c'est nécessaire

Les négociations annuelles obligatoires se sont ouvertes à La Poste.

L'Union Fédérale des Cadres CGT y porte les attentes spécifiques de près de 60 000 cadres de différents niveaux et métiers. Gagner enfin l'égalité professionnelle et faire voler en éclat le plafond de verre.

Obtenir un salaire d'embauche en classe 3 à 3 269 € bruts mensuels pour que les cadres de droit privé cotisent pleinement à l'Agric. Exiger que les primes soient intégrées dans le traitement des fonctionnaires et la reconnaissance en fin de carrière.

Enfin, sur l'ensemble des questions, la CGT ne se résignera pas à l'application à La Poste de la logique destructrice de la loi El Khomri.

Sortir du cadre

Ainsi, 4 ans après l'irruption du malaise social à La Poste sur la scène médiatique, la situation dans l'entreprise donne des signaux encore plus inquiétants.

Outre l'abaissement du rôle des missions de l'encadrement au courrier, les impasses sur le niveau de l'emploi augurent d'une situation qui irait en s'aggravant. Plus que jamais, nous ne pouvons nous résoudre à une stratégie d'entreprise qui appuie son déni sur l'expression de Tancrede dans *Le guépard* : « Si nous voulons que tout reste pareil, il faut que tout change. »

Ce sont plutôt les contre-propositions et scénarii alternatifs élaborés par les premiers intéressés que nous devons imposer à l'ordre du jour.

Branche Télécoms

Le stress des managers

Loin des effets d'annonce sur le cocon douillet des managers, les chiffres de la dernière enquête sur le stress (2016) pour le Groupe Orange France démontrent le contraire.

46 % des managers déclarent ne pas avoir les effectifs nécessaires pour assumer leurs missions et 56 % des salariés considèrent ne pas être assez nombreux pour effectuer leur travail. Plus de 10 000 salariés sont en situation de stress fort à très fort. L'inquiétude grandit face à une charge de travail perçue comme importante en volume et en intensité et face à une organisation instable.

L'urgence ce sont des équipes de travail dimensionnées d'une manière suffisante pour effectuer un travail de qualité dans des conditions normales !

Des besoins...des emplois

Dans le groupe Orange France entre 2013 et 2020, 30 000 équivalents temps plein (ETP) vont disparaître. L'accord intergénérationnel de 2015, signé par la CGT, prévoit 6 000 recrutements d'ici 2018, plus 1 000 en 2016.

On a besoin de recruter 7 300 ETP! La direction n'apporte pas de réponse claire au comblement des départs. Certes les recrutements existent mais la sous-traitance, l'intensification de la charge de travail et la polyvalence aussi. Deux domaines sont en tension : les Fonctions Support et OBS.

Ce n'est pas en transférant les salariés dans une autre convention collective pour récupérer des jours de travail qu'est la solution ! Pour la CGT il est urgent de recruter en fonction des besoins !

Échos

Suresnes doit vivre !

Airbus annonce, pour mi 2018, la fermeture de son centre de recherche et de développement de Suresnes. 400 postes seraient supprimés pour financer le versement de dividendes exorbitants (1 Mds d'€ en 2015).

Ce centre est la colonne vertébrale scientifique et technique de toutes les filiales. Il permet à Airbus de proposer des produits compétitifs et des expertises industrielles des produits de l'aéronautique.

Airbus ferait ainsi l'impasse sur le développement des technologies du futur. La CGT rappelle le faible niveau de R&D en France et demande le retrait de ce « plan d'économie » et l'intervention des pouvoirs publics puisque Airbus est largement financé par des fonds publics.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr

Échos

Bataille pour la santé

L'État a fait le choix d'organiser un monopole régional d'offres de soins et de le confier au groupe privé MédiPôle en lui apportant des capitaux au travers du CICE, de BPI-france et de la Caisse des dépôts et consignations, sans aucune contrepartie. Ces mouvements et la future cotation du groupe en bourse ont naturellement des impacts sur les missions et les conditions de travail des salariés.

Les salariés de la polyclinique de l'Ormeau à Tarbes ont refusé cette logique purement financière, et exigé une revalorisation salariale significative et un véritable déroulement de carrière.

Après 2 mois de grève, ils ont obtenu satisfaction !

Social

Potion amère

En matière de chiffres du chômage, les médias ne se concentrent que sur la catégorie A (de Pôle emploi), ceux qui sont complètement privés d'emploi. Or, les stages, les temps partiels, font sortir des privés d'emploi de cette tranche, tout en les laissant dans la précarité.

Il faut une véritable lutte pour l'emploi, et pas user d'artifices pour démontrer que le chômage baisse.

Les derniers chiffres montrent que si le chômage des jeunes baisse légèrement, celui des seniors ne cesse de s'aggraver.

La tendance de fond n'est donc pas à la baisse du chômage mais à l'augmentation de la précarité, ce que renforcera la mise en application de la loi Travail, facilitant les licenciements, le travail précaire et renforçant le dumping social.

Potion amère (bis)

Comme cela aura été le cas durant tout le quinquennat de Hollande, le gouvernement refuse cette année encore tout coup de pouce à l'augmentation du Smic, après 54 mois de blocage des pensions de retraite.

Le Smic horaire sera donc augmenté de quelques centimes, pas même de quoi couvrir les hausses du prix du gaz et de l'essence déjà programmées en janvier.

Cette politique d'austérité ne sert que les intérêts financiers et conduit à l'explosion des inégalités et de la pauvreté. Cette politique d'austérité est inefficace économiquement : un million de chômeurs de plus en 5 ans et l'explosion des contrats courts et des temps partiels.

Études

10% pas plus !

En 2013, on recensait 168 423 agents de catégorie A dans les collectivités et leurs groupements, dont 8 580 hauts fonctionnaires, révèle une étude pour le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Le Centre national de la fonction publique territoriale y dresse un portrait détaillé des plus de 168 000 agents territoriaux de catégorie A employés par les collectivités territoriales. Ils représentent moins de 10% de l'ensemble des agents territoriaux. À noter que les femmes (60%) sont très majoritairement employées dans des grandes collectivités et sont relativement plus âgées que l'ensemble des agents territoriaux.

Je suis digital !

Selon l'étude de l'APEC sur la transformation du rôle des cadres, pour 87 % des cadres et 95 % des RH, la transformation numérique a un impact global positif. Elle apparaît comme une promesse d'efficacité, un surcroît de liberté par rapport aux contraintes de temps et de lieu et de créativité encouragée.

Mais si le plébiscite pour l'horizontalité et le collaboratif est manifeste, la transformation cristallise également des difficultés et des craintes pour 13 % des cadres, qui décrivent une déshumanisation des relations, une inflation des processus et une injonction à l'immédiateté...

International

Impunité inadmissible !

L'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 2334, exigeant qu'Israël « *arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* », a provoqué de nombreuses indignations des dirigeants israéliens.

Netanyahu ose parler de sanctions contre les pays ayant voté la résolution alors qu'Israël bafoue impunément les résolutions de l'ONU et que tout rappel au droit international est considéré par les dirigeants de ce pays comme une agression.

Face à une telle arrogance, la communauté internationale doit mettre fin à l'impunité d'Israël et lui imposer le chemin de la paix.

Égalité

Sexisme ordinaire

Depuis le « *Paye ta shnek* » en 2012 dénonçant le harcèlement de rue, l'affaire Baupin a libéré la parole.

Ainsi « *Paye ta robe* » recense le sexisme chez les avocats, « *Paye ton journal* » pour les médias, « *Paye ta blouse* » pour le milieu hospitalier, « *Paye ton taf* » qui évoque tous les milieux professionnels et « *Paye ta fac* » chez les étudiants.

Ce fléau touche 40% des femmes victimes d'une injustice ou d'une humiliation liées à leur sexe.

Comment le stopper ? En arrêtant de prendre l'humour en excuse et en dénonçant haut et fort ces comportements afin que chacun s'interroge sur leur pertinence.